

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.
Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

ADMINISTRATION

CAHORS : L. LAYTOU, DIRECTEUR, RUE DU LYCÉE.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Cahors, le 25 Janvier

L'ŒUVRE

DE L'ALLIANCE FRANÇAISE

A la suite des études auxquelles on s'est livré depuis que sévit la crise industrielle, les économistes ont mis en lumière certaines lois dont l'influence sur l'état du commerce et de l'industrie avait été négligée jusqu'ici. C'est ainsi que l'on ne se rendait pas bien compte, il y a vingt-cinq ans, de l'importance du rôle joué par les langues dans les transactions; aujourd'hui, tout au contraire, ce rôle est fort bien connu.

Tout le monde savait bien qu'il est avantageux pour un voyageur de commerce, pour un commissionnaire en marchandises, etc., de parler avec facilité la langue du pays où il doit opérer, la langue des clients avec lesquels il est en rapport, mais on ne se doutait pas que l'avenir commercial et industriel d'un pays peut être compromis, par suite de l'indifférence que l'on y montrait pour l'étude des langues étrangères.

Maintenant nul n'ignore en France qu'une des causes — et non des moindres — du développement pris par l'industrie en Allemagne, doit être cherchée dans ce fait que beaucoup de commissionnaires en marchandises des principales places des deux mondes sont Allemands; ces agents commerciaux parlent plusieurs langues, le plus souvent correctement. Cette circonstance leur crée une supériorité à laquelle ne peuvent prétendre nos quelques commissionnaires français à l'étranger qui, pour la plupart se contentent de parler, et assez péniblement, l'idiome du pays où ils se trouvent établis.

Hâtons-nous de reconnaître que la situation s'améliore sensiblement chaque jour, grâce aux efforts de l'Etat, des départements et des villes, grâce aussi au réveil de l'initiative individuelle.

Il est un autre fait qui vient seulement d'être révélé. Ce fait, fort curieux, nous

allons l'exposer aussi rapidement que possible.

L'importance des objets français dans tel pays croît et décroît selon que le nombre des individus parlant notre langue y augmente et y diminue. Au premier abord, ce fait paraît des plus simples, car a priori, on est disposé à admettre que les individus qui, à l'étranger, parlent le français, sont de nationalité française; il semble donc tout naturel qu'ils préfèrent des articles de France aux articles étrangers.

Mais l'observation montre que les étrangers qui parlent français achètent plus volontiers nos produits que ne le font leurs compatriotes ignorant notre langue; à l'appui de ce que nous avançons, nous allons citer un exemple frappant :

A la suite de la guerre civile de 1861, la langue française a été supprimée de l'enseignement gratuit, en Louisiane; or, à mesure que notre idiome perd du terrain, nos importations diminuent et il est infiniment probable que s'il nous était possible de faire reprendre, là-bas, sa prépondérance à notre langue, nous verrions renaître, du même coup, la vogue dont jouissaient nos produits dans un pays dont les habitants ont les mêmes ancêtres que nous.

L'Alliance française, dont nous avons, à plusieurs reprises, entretenu nos lecteurs, permettra peut-être bientôt de constater que cette dernière supposition est bien fondée. Espérons qu'elle parviendra, dans un bref délai, à fonder des écoles françaises dans la vallée du Mississipi et souhaitons que l'Etat subventionne largement ces créations nouvelles. A ce propos, nous rappellerons qu'en Louisiane, tout justement, le gouvernement subventionne les écoles italiennes établies sur le principe de la gratuité.

Il y aurait pour nous un intérêt tout spécial à ce que l'Alliance française, puissamment aidée par le gouvernement, entreprit de faire gagner à la langue française le terrain qu'elle a perdu en Louisiane. En effet, un des effets du Zollverein, entre les Etats du Nord et ceux du Sud, serait de faire du

grand port louisianais, voisin des nations de race espagnole, le centre d'approvisionnement de ces contrées. Nous avons dit quelles raisons nous faisaient espérer que le projet d'une union douanière entre les Etats de l'Amérique n'aura pas lieu, ce qui est fort à souhaiter au point de vue de la prospérité de nos industries, mais il est possible que la situation change plus tard et que les obstacles qui s'opposent aujourd'hui à la réalisation du projet de Zollverein viennent à disparaître demain; combien, alors, nous regretterions de n'avoir pas fait tout le possible pour modifier à notre profit une situation qu'il ne serait pas bien difficile d'améliorer.

L'expansion de la langue française ne nous intéresse donc pas seulement au point de vue de l'influence intellectuelle, morale et politique que nous sommes justement jaloux d'exercer, la question est encore liée, et très intimement liée, comme on vient de le voir, à l'avenir de notre industrie et de notre commerce; à tous les points de vue, il importe donc de s'en préoccuper dès aujourd'hui.

Nous ajouterons que ce n'est pas seulement dans les pays dont les habitants appartiennent à notre race que l'on peut observer la corrélation entre l'expansion de la langue française et la vogue de nos produits.

On peut dire en thèse générale que partout où l'on répandra notre idiome, on créera des clients à notre industrie.

J. QUERCITAIN.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 22 janvier 1894

La politique française à Madagascar

M. Louis Brunet développe son interpellation sur la politique française à Madagascar. L'orateur explique que la question est exclusivement française, qu'elle peut être traitée et que toutes résolutions utiles peuvent être prises, sans que l'on ait à craindre, comme on l'a dit souvent, aucune complication internationale.

Les nations étrangères, et à leur tête l'Angleterre, reconnaissent nos droits et notre protecto-

rat à Madagascar, et le gouvernement anglais n'a jamais manqué de s'adresser à l'intermédiaire du résident français quand il a eu besoin d'entrer en communication avec le gouvernement hova.

M. Louis Brunet fait l'historique si souvent raconté de la situation à Madagascar.

L'orateur déplore l'importance que la France a accordée à une simple tribu, les Hovas, qu'elle a reconnue comme la puissance souveraine dans l'île par le traité de 1885.

Les Hovas en ont abusé pour opprimer la plus grande partie de la population indigène. Ils ont violé chaque jour le traité de 1885 qui établissait notre protectorat, et forts de la faiblesse des fonctionnaires français, ils ont exercé sur la population européenne même leurs exactions et leurs violences. Aujourd'hui, ni la propriété, ni la vie des colons n'est en sûreté, et chaque courrier nous apporte le récit des dévastations et des incendies encouragés par les ministres hovas.

C'est une situation qu'il faut faire cesser, l'orateur en indique les moyens: ce n'est pas de faire une expédition armée, mais c'est de faire sentir l'action du gouvernement, c'est de protéger efficacement nos nationaux et de faire respecter le drapeau.

M. Casimir Périer, président du conseil, répond que le gouvernement est aussi éloigné de dire qu'il se propose de faire une expédition à Madagascar que de déclarer qu'il n'en fera jamais.

Il reconnaît que la situation n'est pas satisfaisante à Madagascar et que la cause en doit être imputée à l'impéritie, à la faiblesse et à la mauvaise volonté du gouvernement hova.

Il est exact que des bandes de pillards sont organisées et qu'on les laisse faire. Le gouvernement français a fait des représentations énergiques; il a envoyé aux représentants de la France à Madagascar des instructions précises sur la conduite qu'il doit tenir vis-à-vis du gouvernement hova, et la Chambre peut être assurée que jusqu'à ce moment le premier ministre n'a jamais manqué de recevoir, avec la déférence qui leur est due, les communications du gouvernement français.

M. Casimir-Périer ajoute que d'ailleurs nous faisons ce qu'il faut pour développer notre influence à Madagascar. Nous construisons des routes, nous établissons partout où cela est utile la juridiction française, nous favorisons les établissements créés par nos nationaux.

D'un autre côté, nous maintenons notre droit de nous opposer à l'importation des armes de guerre à Madagascar et nous avons avisé les gouvernements étrangers de notre résolution de saisir comme contrebande de guerre les armes et

lettre, qu'en vertu de son pouvoir discrétionnaire, l'éminent magistrat lut à haute voix :

Monsieur le Président,

« Je désirerais figurer au procès intenté à mon père. Mon honneur est en jeu. Vous ne me refuserez pas la permission de le défendre.

« Signé : GERTRUDE KERVIGAN. »

La foule est toujours sujette à comprendre ce qui est courageux. Même ceux qui croyaient à la réalité de ces relations coupables dont parlait l'acte d'accusation, comprirent que ce n'était pas une femme ordinaire, celle qui s'abordait sans trembler les regards d'un public prévenu contre elle.

Le président ayant donné l'ordre d'introduire Mme Kervigan, toutes les têtes se tournèrent vers la porte de la salle. On vit entrer la jeune femme, pâle, amaigrie, belle encore dans sa robe de deuil. Son visage exprimait un tel sentiment d'honneur, de dignité, de vertu qu'il se fit dans l'assistance un profond mouvement en sa faveur.

Gertrude jeta un regard de sublime encouragement à son père et, majestueuse dans sa simplicité, gagna la place que l'huissier lui avait préparée.

Malgré les accusations portées contre lui par l'acte qu'on venait de lire, et bien qu'il sut qu'il ne pouvait désormais compter que sur lui, M. de Courrance était de plus en plus calme. C'est qu'il espérait avoir tout préparé de façon à faire éclater l'innocence de sa fille; c'est qu'il avait compris le signe de Peter, cela voulait dire: ne craignez rien, vos ordres sont exécutés. Toutes les personnes nécessaires à votre défense sont là.

L'interrogatoire commença. Nous n'avons pas à le reproduire, nos lecteurs le connaissent. Il n'était autre chose en somme que la réfutation de l'acte d'accusation.

M. de Courrance énonça la vérité purement et simplement.

Il gardait toutes les preuves qu'il croyait pouvoir fournir pour le moment où il lirait son plaidoyer. L'interrogatoire de M. Rowland fut plus court. Il fut émaillé d'un incident assez bizarre. Le baronnet dit ceci :

« Mon ami, M. de Courrance, dit que je ne suis pas son complice. Il se trompe. Je suis son complice moral attendu que je l'approuve parfaitement d'avoir étranglé un coquin, et que je l'aurais fait, moi, si lui ne l'avait pas fait auparavant. »

On passa ensuite à l'audition des témoins à charge. Ils étaient peu nombreux. C'étaient presque tous les invités qui étaient venus souper au château le soir du crime. Il y avait là le doux Chamoiseau, Ernest Garot le zézayeur, et les dames elles-mêmes. L'ancienne amie de Mascaret se faisait remarquer par une émotion très bien imitée. Après les témoins à charge, le marquis de Courrance demanda la parole.

Le mémoire de l'accusé que nous allons reproduire en partie, a pour nous une double importance: il est la morale vivante de cette histoire.

« Messieurs les jurés, l'accusation prétend que je revendique un nom et un titre qui ne m'appartiennent pas. Les recherches qu'on a faites, dit-on ont tourné contre moi. Vous me permettez de répondre par des faits avant de répondre par des

témoignages. Dans la nuit du 10 juin 1860, le marquis de Courrance a assassiné sa femme. Le lendemain, il se reconnt coupable et fut interrogé par un magistrat du siège de Bergerac, M. Léauté. J'ai fait inscrire M. Léauté, aujourd'hui en retraite, au nombre des témoins à décharge. Il doit être ici.

« Messieurs, si j'ai menti, si je ne suis pas M. de Courrance, il doit m'être impossible de me rappeler l'entretien que j'ai eu avec M. Léauté. Si, au contraire, je suis bien M. de Courrance, rien ne m'est plus facile que de me souvenir de ce qui s'est passé entre nous... »

L'argument était sans réplique. D'autant plus que la déposition d'un ancien magistrat devait être d'un grand poids. Le président des assises se tourna donc vers le témoin et lui demanda s'il reconnaissait l'accusé.

— Non, Monsieur le président, répliqua M. Léauté. Mais quinze années se sont écoulées depuis le 10 juin 1860. De plus, le prévenu prétend être tellement changé que personne ne l'a reconnu. Seulement, s'il peut me citer quelques paroles échangées entre nous...

Alors, à la stupeur générale, avec une remarquable précision, M. de Courrance répéta les principaux points de l'interrogatoire qu'il avait subi quinze ans auparavant.

« Vous vous souviendrez de ce fait, Monsieur, dit le marquis. Je n'ai pas nié un instant. Vous m'aviez mandé à votre cabinet pour m'annoncer qu'on venait d'arrêter un individu nommé Matio-Vivier. J'ai disculpé ce malheureux pour m'accuser. Vous m'avez alors demandé le motif de mon crime. Je vous ai avoué que c'était la jalousie.

FEUILLETON DU « JOURNAL DU LOT » 84

La Fille du Marquis

Par MARC BAYEUX

LIVRE TROISIÈME

VIII

LE MÉMOIRE DE L'ACCUSÉ

Après la lecture de l'acte d'accusation, un grand silence se fit. Quoi qu'on voulait bien dire, le nom de Mme K... était dans toutes les bouches, et chacun savait parfaitement bien à quoi s'en tenir. Liane était là (nous avons oublié de la nommer), fiancée d'un jeune homme qui avait remplacé dans son cœur M. de Ville-trac, et de Mme Aubry-Morange, habillée d'une étonnante toilette verte.

On eût dit d'un perroquet assis sur un banc. Aussi, voyant tous les regards se fixer sur elle, la vieille créole se pâma d'aise. Il n'y avait pas à dire, c'était « son cachet. » Elle prenait l'étonnement qu'elle lisait dans tous les yeux pour de la stupeur, et les sourires pour de l'admiration. C'est bien d'elle qu'on eût pu dire qu'elle avait la foi robuste.

L'attention, d'ailleurs, ne tarda pas à être distraite de sa verte personne, par une apparition bien plus dramatique que Mme Aubry-Morange n'était comique. On apporta au président une

